



L'ÉVÉNEMENT

Comment Taubira a sauvé son poste

La garde des Sceaux a profité du départ d'EELV du gouvernement. L'avenir de sa réforme pénale est incertain.

PAULE GONZALÉS pgonzales@lefigaro.fr

MANUEL VALLS a préféré ne pas toucher à l'icône de la gauche. Christiane Taubira fait finalement partie des ministres qui survivent au raz de marée des municipales. « *Tout s'est conclu dans la soirée de mardi, après que les caciques écologistes eurent annoncé leur refus ferme et définitif de participer au nouveau gouvernement* », explique un proche de la ministre.

De plus, souligne-t-on dans l'entourage de Matignon, « *mieux vaut avoir la main sur les éléments incontrôlables que de les laisser dans la nature* ». « *Le premier ministre n'avait pas beaucoup de choix pour renforcer sa majorité... Il lui fallait donner des garanties à la gauche du Parti socialiste. C'est ainsi que Christiane Taubira est devenue au fil des heures incontournable* », décrypte-t-on encore dans l'entourage gouvernemental.

Mardi, dans la matinée, Bertrand Delanoë avait fait savoir qu'il n'était pas intéressé par la Place Vendôme. « *Enfin, analyse un connaisseur des arcanes du pouvoir, écarter Taubira aurait été, de la part du nouveau premier ministre, un acte discriminatoire et vengeur mal venu compte tenu des dissensions publiques passées.* »

« Un visage de sphinx »

Toute la journée de mardi, Christiane Taubira a gardé, y compris devant ses plus proches collaborateurs, « *un visage de sphinx* », ne laissant rien paraître des tractations en cours. Preuve qu'elle avait pourtant anticipé son départ, la ministre avait programmé l'exfiltration de quatre poids lourds de son cabinet. Quatre de ses collaborateurs figurent sur la dernière « *transparence* » (liste de nominations de magistrats) de la Chancellerie, à des postes parfois

non négligeables. À l'instar de Sandrine Zientara-Logeay, en charge des affaires pénitentiaires, proposée comme avocat général à Paris, et de Stéphanie Kretowicz, sa conseillère en droit de la famille, en lice pour l'inspection des services judiciaires.

Il faut dire que la garde des Sceaux présente par ailleurs une qualité non négligeable : c'est elle qui s'est retrouvée en première ligne des affaires des écoutes de Nicolas Sarkozy et des perquisitions de son avocat Thierry Herzog. Bien qu'elle ait frôlé le scandale d'État - en affirmant ne pas avoir été tenue au courant du dossier tout en brandissant les documents qui prouvaient le contraire -, Christiane Taubira a servi de paratonnerre pour tous ceux qui, au plus niveau de l'État, ont pu se réfugier dans un silence prudent. Il n'était pas certain qu'un nouveau garde des Sceaux accepte d'endosser le rôle de gardien des affaires, un rôle pourtant précieux pour François Hollande alors que Nicolas Sarkozy est visé par plusieurs enquêtes judiciaires.

Enfin, depuis Matignon, Manuel Valls a aujourd'hui toute latitude pour imposer ses vœux au garde des Sceaux, dont il a souvent critiqué et combattu les positions. En particulier sur la réforme pénale que Christiane Taubira a portée à bout de bras envers et contre tout - et surtout contre lui. Le premier ministre a déjà prévenu : il entend reprendre la main sur ce projet de loi que tirent à hue et à dia Jean-Pierre Sueur, président de la commission des lois du Sénat, plus proche de ses orientations, et Dominique Raimbourg, rapporteur du texte, désireux de gauchir davantage le texte, avec la bénédiction de Vendôme.

Le premier ministre veut opérer ce qu'en langage administratif choisi on appelle « *une relecture générale* » - autrement dit un recadrage. Il sera rapide, « *compte tenu du résultat des municipales...* », souffle un habitué de la Place Vendôme. Manuel Valls connaît trop les dangers de ce texte qui figure toujours au calendrier parlementaire, le 14 avril. Une date devenue désormais plus qu'hypothétique. Manuel Valls ne devrait pas manquer d'aborder le sujet dès son discours de politique générale. « *Il y a beaucoup de manière de changer ou de faire évoluer un texte. Et de le repousser* », sourit un bon connaisseur du dossier.

Pour se consoler, Christiane Taubira pourra s'emparer des chantiers inachevés. L'Union syndicale des magistrats, le principal syndicat de magistrats, surpris de son maintien Place Vendôme, s'est déjà inquiétée de ce qu'« *aucune des réformes annoncées comme urgentes et prioritaires n'a jusqu'ici abouti* » et dénonce la situation de plus en plus catastrophique des juridictions. ■